



DIRECTION NATURE et JARDINS

NETTOIEMENT D'ESPACES VERTS D'ACCOMPAGNEMENT DE QUARTIERS D'HABITAT SOCIAL

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Procédure formalisée

***Marché réservé SIAE Lot 1, 2 et 4
art. L.2113-13 du Code de la commande publique***

***Marché réservé EA-ESAT Lot 3
art. L.2113-12 du Code de la commande publique***

Procédure entièrement dématérialisée depuis <https://marchespublics.nantesmetropole.fr>
(cf. Annexe au présent règlement de la consultation)

La date limite de remise des offres est indiquée dans l'avis d'appel public à la concurrence (A.A.P.C.)

Un visite facultative pourra être réalisée par les candidats (cf. art. 1.1)

ARTICLE 1 - Objet de la consultation

1.1 - Objet de la consultation

La présente consultation a trait à des prestations de **nettoiemment d'espaces verts et de dépendances de voirie sur des quartiers de la commune de Nantes, et principalement dans les quartiers d'habitat social.**

Le marché prendra la forme la forme d'un accord-cadre mono-attributaire donnant lieu à l'émission de bons de commande.

En application des dispositions des articles L. 2113-12 et L. 2113-13 du code de la commande publique, le présent accord cadre constitué de 4 lots géographiques est réservé à des structures d'insertion par l'activité économique ou à des entreprises adaptées :

Lot n°1, 2 et 4 – Marché réservé SIAE - Composition du groupement

x Co-traitance

Une structure d'insertion par l'activité économique au sens de l'article L. 5132-4 du Code du travail (ou une structure équivalente lorsqu'elle emploie une proportion minimale de 50 % de travailleurs défavorisés) ne peut pas candidater en groupement avec une ou plusieurs entreprises ordinaires pour l'attribution de ce marché réservé.

x Sous-traitance

Une structure d'insertion par l'activité économique au sens de l'article L. 5132-4 du Code du travail (ou une structure équivalente lorsqu'elle emploie une proportion minimale de 50 % de travailleurs défavorisés) ne peut se prévaloir, au stade de l'examen des candidatures, des capacités d'une entreprise ordinaire

Plus généralement une structure d'insertion par l'activité économique au sens de l'article L. 5132-4 du code du travail (ou une structure équivalente lorsqu'elle emploie une proportion minimale de 50 % de travailleurs défavorisés) ne peut pas sous-traiter une partie des prestations à une entreprise ordinaire.

La sous-traitance peut, en revanche, être effectuée, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et le Code de la commande publique, au profit d'autres structures d'insertion par l'activité économique au sens de l'article L. 5132-4 du code du travail ou structures équivalentes lorsqu'elles emploient une proportion minimale de 50 % de travailleurs défavorisés.

Pour ces 3 lots, en application des dispositions des articles L 2112-1 et L 2112-2 du code de la commande publique, **l'accord cadre comprend une condition d'exécution Insertion.** Le titulaire s'engage à accompagner et à suivre les personnels bénéficiaires conformément aux postes conventionnés par le Comité Départemental d'Insertion par l'Activité Économique

Il s'agit ainsi, et au titre de l'exécution du marché, de mettre en place ou de poursuivre un parcours d'insertion au profit d'un public bénéficiaire afin de permettre l'élaboration d'un projet professionnel vers l'emploi pérenne à travers :

- l'acquisition et/ou la consolidation de comportements à l'emploi
- l'acquisition et/ou la consolidation de compétences de base
- la résolution des difficultés sociales afin de lever les freins à l'emploi

Lot n°3 – Marché réservé EA/ESAT - Composition du groupement

x Co-traitance

Une entreprise adaptée au sens de l'article L. 5213-13 du Code du travail, un établissement et service d'aide par le travail au sens de l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ou une structure équivalente au sens de l'article L2113-12 du Code de la commande publique ne peuvent pas candidater en groupement avec une ou plusieurs entreprises ordinaires pour l'attribution de ce marché réservé.

x Sous-traitance

Une entreprise adaptée au sens de l'article L. 5213-13 du Code du travail, un établissement et service d'aide par le travail au sens de l'article L. 344-2 du Code de l'action sociale et des familles ou une structure équivalente au sens de l'article L2113-12 du Code de la commande publique ne peuvent se prévaloir, au stade de l'examen des candidatures, des capacités d'une entreprise ordinaire

Plus généralement, ces structures ne peuvent pas sous-traiter une partie des prestations à une entreprise ordinaire.

La sous-traitance peut, en revanche, être effectuée, dans les conditions prévues par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance et le Code de la commande publique, au profit d'autres entreprises adaptées, établissements et services d'aide par le travail ou structures équivalentes.

Visite facultative

Dans le cadre de cette consultation, et bien que cela ne soit en rien une obligation, les candidats peuvent procéder à une visite des lieux d'exécution des prestations/travaux.

Afin de convenir d'une date de visite, les candidats prendront contact avec :

Mr Guy Luc Fradin – Tel : 02 40 41 67 87 ou 06 76 08 97 53

L'entrepreneur ne saurait se prévaloir, postérieurement à la conclusion du marché, d'une connaissance insuffisante des lieux et terrains d'implantation des ouvrages à réaliser et des ouvrages limitrophes, non plus de tous éléments généraux et en relation avec l'exécution des travaux tels que moyens d'accès, topographie et nature des travaux à pied d'œuvre.... ainsi que tous renseignements à recueillir auprès des services publics ou autres (Services municipaux, Service des eaux, EDF, GDF, Télécommunications....).

1.2 - Mode de consultation

Procédure formalisée soumise aux articles R 2161-2 et suivants du Code de la commande publique.

Comme indiqué à l'article 1.1 il s'agit d'un accord cadre réservé comme suit:

- Le lot n°1 est réservé aux SIAE
- Le lot n°2 est réservé aux SIAE
- Le lot N°3 est réservé EA-ESAT
- Le lot n°4 est réservé aux SIAE

1.3 - Décomposition de la consultation

Les prestations sont réparties en **4 lots** désignés ci-dessous :

Lot	Désignation des zones géographiques	Marché réservé
1	TERRITOIRE OUEST : quartier BELLEVUE (2) quartier DERVALLIERE (3) quartier BREIL (7)	SIAE ou équivalent art. L2113-13 et R2113-7 CCP
2	TERRITOIRES EST, CENTRE ET SUD : quartier BOTTIERE-PIN-SEC-PERGOLA-PERRAY (10)	SIAE ou équivalent art. L2113-13 et R2113-7 CCP
3	TERRITOIRES EST, CENTRE ET SUD : quartier NANTES SUD Pirmil Clos Toreau (11)	EA – ESAT ou équivalente art. L2113-12 et R2113-7 CCP
4	TERRITOIRE NORD : quartier BOUT DES LANDES-BOUT DES PAVES-CHENE DES ANGLAIS-PETITE SENSIVE-BOISSIERE-PARC DE L'AMANDE (8)	SIAE ou équivalent art. L2113-13 et R2113-7 CCP

Les candidats pourront présenter une offre pour un ou plusieurs lots.

Un même candidat ne pourra se voir attribuer plus d'un lot.

L'accord-cadre est dénué de tout minimum, mais est assorti d'un montant maximum arrêté, pour toute la période contractuelle, comme suit :

Lot	Seuil maximum sur 4 ans € HT
Lot 1	420 000 €
Lot 2	160 000 €
Lot 3	90 000 €
Lot 4	329 000 €

A titre d'information, les seuils de dépenses HT des années précédentes sont les suivants, étant précisé que ces montants n'engagent pas l'acheteur :

Lot	Dépenses n-1	Dépenses n-2	Dépenses n-3
Lot 1	79 600 €	76 000 €	75 000 €
Lot 2	33 800 €	33 200 €	32 700 €
Lot 3	17 200 €	16 800 €	15 750 €
Lot 4	74 000 €	64 000 €	62 000 €

1.4 – Groupement**L'acheteur ne souhaite imposer aucune forme de groupement à l'attributaire du marché.**

Les candidats peuvent présenter une offre, soit en qualité de candidats individuels, soit en qualité de membres d'un ou plusieurs groupements. **Ils ne peuvent donc pas cumuler les deux qualités.**

Un même prestataire ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Le mandataire devra fournir, si le groupement est désigné attributaire, un document d'habilitation signé par les autres membres du groupement et précisant les conditions de cette habilitation.

1.5 – Nomenclature

Lot n°1, 2 et 4	
Famille – nomenclature achats interne	IAS01 : Prestations et travaux supports confiés aux chantiers d'insertion et autres SIAE
Code CPV	77310000-6 Réalisation et entretien d'espaces verts

Lot n°3	
Famille – nomenclature achats interne	IAS02 : ESAT (Etablissement spécialisé d'aide par le travail)
Code CPV	77310000-6 Réalisation et entretien d'espaces verts

ARTICLE 2 - Conditions de la consultation**2.1 - Durée – Délais d'exécution**

La durée du marché est de **quatre ans** et prendra effet à compter de la date de sa notification. Le début d'exécution du marché est prévu en mai 2024.

Il est précisé qu'à chaque date anniversaire de notification du marché, l'acheteur se réserve la possibilité d'y mettre un terme pour motif d'intérêt général. Le titulaire en sera informé par écrit 3 mois avant la date anniversaire et il ne sera fait droit à aucune de ses demandes indemnitaires.

2.2- Variantes facultatives et obligatoires

2.2.1 – Variantes facultatives (à l'initiative du candidat)

Les variantes ne sont pas acceptées.

2.2.2 – Variante obligatoire - Prestation technique alternative (au sens de l'art. R2151-9 du Code de la commande publique)

Aucune Prestation technique alternative (P.T.A.) - variante obligatoire n'est prévue.

2.3- Prestation supplémentaire éventuelle

Aucune Prestation supplémentaire éventuelle (P.S.E.) n'est prévue.

2.4- Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **5 mois** à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 3 – Contenu du dossier de consultation (DCE)

Le DCE contient les pièces suivantes :

- x Le présent Règlement de consultation (R.C.) et son annexe Dématérialisation
- x L'Acte d'engagement (A.E.) et ses annexes
- x Le Cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- x Le Cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.)
- x Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U.), assorti d'un Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.)

L'acheteur se réserve le droit d'apporter au plus tard 15 jours avant la date limite pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

ARTICLE 4 - Présentation des candidatures et des offres électroniques

Les candidatures et les offres des concurrents seront rédigées en langue française ou accompagnées d'une traduction en langue française certifiée par un traducteur assermenté et exprimées en EUROS.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces listées aux articles suivants.

L'acheteur procède à l'**examen des offres avant celui des candidatures**, conformément à l'article R2161-4 du Code de la Commande Publique. Dès lors, l'acheteur ne procède à l'analyse de la candidature que du seul titulaire pressenti, cette vérification s'effectuant au plus tard avant l'attribution du marché.

En application de l'article R. 2144-7 du code de la commande publique, si l'opérateur économique concerné ne satisfait pas aux conditions de participations fixées, ne peut produire dans le délai imparti les documents justificatifs, les moyens de preuves, les compléments ou les explications demandées, sa candidature est déclarée irrecevable et son offre est éliminée. Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est alors sollicité pour produire les documents nécessaires.

4.1 - Contenu de la candidature électronique

**Pièces à remettre au titre de la candidature
(aucune signature n'est exigée à ce stade)**

Renseignements relatifs à la situation juridique du candidat
<p>Formulaire DC1*</p> <p>Lettre de candidature que la candidature soit présentée à titre individuel ou en groupement</p>
<p>Pour le Lot 1, 2 et 4</p> <p>La convention conclue entre le candidat et la DIRECCTE au titre de son conventionnement Insertion par l'Activité Économique.</p> <p><u>Pour les structures invoquant une équivalence aux SIAE dont la liste est dressée par l'article L. 5132-4 du Code du travail</u>, des éléments de preuve attestant qu'elles sont équivalentes à ces dernières et qu'elles emploient une proportion minimale de 50% de travailleurs défavorisés.</p>
<p>Pour le lot n°3:</p> <ul style="list-style-type: none"> ♦ pour les entreprises adaptées, le contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) ou le contrat d'objectifs triennal (COT), en cours de validité, conclu avec le services de l'État ; ♦ pour les établissements et services d'aide par le travail, l'arrêté préfectoral qui en a autorisé la création ; ♦ pour les structures invoquant, au titre des articles L 2113-12 et R 2113-7 du Code de la commande publique, une équivalence aux EA ou ESAT, des éléments de preuve attestant qu'elles sont équivalentes à ces dernières et qu'elles emploient une proportion minimale de 50% de travailleurs handicapés.
Renseignements relatifs à la capacité économique / financière du candidat
<p>Chiffre d'affaires global et chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat, réalisées au cours des 3 derniers exercices disponibles</p>
Renseignements relatifs à l'aptitude à exercer l'activité professionnelle et aux capacités techniques et professionnelle
<p>Effectifs moyens annuels du candidat pour chacune des 3 dernières années</p>
<p>Références du candidat effectuées au cours des 3 dernières années : montant, date, nature des prestations/travaux réalisés et identité du client (privé ou public).</p>

*disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr

Le candidat peut présenter sa candidature, accompagnée de l'ensemble des informations décrites dans le tableau ci-dessus) sous la forme du Document Unique de Marché Européen (DUME) prévu à l'article R2143-4 du Code de la commande publique.

Les candidats peuvent par ailleurs bénéficier des dispositions des articles R2143-13 et R2143-14 du Code de la Commande publique.

Enfin, un candidat qui ne disposerait pas, à titre individuel, des capacités suffisantes à la réalisation du marché est libre de faire valoir (en les prouvant) les capacités d'autres entités, soit notamment en répondant en groupement, soit en présentant un ou plusieurs sous-traitants. Dans ce dernier cas, le candidat apportera, par tout moyen approprié, la preuve qu'il disposera effectivement, en cas d'attribution, des moyens de ce ou ces sous-traitants. Cette preuve peut notamment prendre la forme d'un engagement écrit de ce ou ces derniers.

4.2 - Contenu de l'offre électronique

Pièces à produire au titre de l'offre (aucune signature n'est exigée à ce stade)
L'Acte d'engagement (A.E.) , dûment complété par les représentants qualifiés des entreprises ayant vocation à être titulaires du contrat
En cas de déclaration de sous-traitance, un formulaire DC4 (www.economie.gouv.fr) dûment renseigné (cf. art. 1.4 du présent règlement de la consultation)
<p>Le mémoire technique :</p> <p><u>Sur l'insertion (lot 1, 2 et 4), devront y être détaillés les points suivants :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> la méthodologie que le candidat entend adopter en termes d'accompagnement et de suivi professionnels des publics et d'évaluation du parcours d'insertion la nature et le contenu des formation dont le candidat entend faire bénéficier les publics la méthodologie que le candidat entend adopter en termes d'accompagnement et de suivi en matière sociale afin de lever les freins à l'emploi une présentation des outils opérationnels de suivi des parcours <p><u>Les moyens et solutions</u> que le candidat envisage de mettre à disposition pour réaliser les prestations objet du marché (tous les lots).</p>
Le Bordereau des prix unitaires (B.P.U) - Détail quantitatif estimatif (D.Q.E.), dûment complété (il est précisé que le D.Q.E. est dénué de toute valeur contractuelle et n'a d'autre finalité que celle de permettre le jugement des offres)

ARTICLE 5 - Sélection des candidatures et jugement des offres

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures sont : aptitude à exercer l'activité professionnelle, capacité économique et financière, capacités techniques et professionnelles

Les critères pondérés retenus pour le jugement des offres sont les suivants :

Pour les lots 1, 2 et 4 (SIAE):

Libellé	Coefficient
Qualité et pertinence des moyens et solutions que le candidat propose de mettre à disposition pour la réalisation des prestations objet du marché, appréciées au regard du mémoire technique	35
Prix	30

Libellé	Coefficient
Pertinence de la démarche d'insertion appréciée au regard des éléments suivants : Pertinence de la méthodologie d'accompagnement professionnels des publics, d'encadrement et d'évaluation du parcours d'insertion (12) Pertinence de la méthodologie d'accompagnement social des publics afin de lever les freins à l'emploi (12) Pertinence des outils opérationnels de suivi proposés (6) Pertinence des formations mobilisées au regard du parcours d'insertion (5)	35

Pour le lot 3 (EA/ESAT):

Libellé	Coefficient
Qualité et pertinence des moyens et solutions que le candidat propose de mettre à disposition pour la réalisation des prestations objet du marché, appréciées au regard du mémoire technique	60
Prix	40

Chaque critère et sous critère sera noté sur 5.

Incohérences constatées dans les prix

En cas de discordance entre les prix ou les montants portés en lettres et ceux portés en chiffres, les montants ou les prix portés en lettres prévaudront et ceux portés en chiffres seront rectifiés en conséquence.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées sur le Bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. C'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération. Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier son offre pour la mettre en harmonie avec les mentions du B.P.U.. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 6 - Documents à produire par l'attributaire

L'acheteur enverra à l'attributaire un courrier listant les documents à produire par celui-ci à des fins de justification de sa non-interdiction de soumissionner conformément aux articles R2143-6 et R2143-10 du Code de la commande publique et de son respect des obligations induites par les dispositions idoines du Code du Travail.

Si l'attributaire ne produit ou ne peut produire dans le délai imparti ces documents justificatifs, il sera éliminée en application des dispositions de l'article R2144-7 du Code de la commande publique.

Dans ce cas, le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les documents nécessaires.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'évincer l'attributaire s'il apparaît qu'il tombe sous le coup de l'une des interdictions de soumissionner visées à aux articles L2141-7 à L 2141-10 et suivants du Code de la commande publique. Avant qu'il ne prenne sa décision, et conformément aux dispositions de l'article L. 3141-11 du Code de la commande publique, l'acheteur invitera l'attributaire à prouver que son professionnalisme et sa fiabilité ne peuvent plus être remis en cause et, le cas échéant, que sa participation à la procédure de passation du marché public n'est pas susceptible de porter atteinte à l'égalité de traitement. Si les éléments et précisions fournis ne s'avèrent pas concluants, l'attributaire sera exclu.

ARTICLE 7 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire, les candidats devront transmettre impérativement leur demande écrite 10 jours au plus tard avant la date limite des offres par l'intermédiaire du profil d'acheteur : **<https://marchespublics.nantesmetropole.fr>**

Une réponse sera alors adressée depuis le profil acheteur au plus tard 6 jours avant la date limite de remise des offres.

En cas d'interrogations concernant les modalités de dépôt

[Courriel : contact.marches@nantesmetropole.fr](mailto:contact.marches@nantesmetropole.fr)